



# Reconstruire en mieux: une reprise économique verte et durable

#ParlAmericasCC #COVID19

La réunion virtuelle de ParlAmericas, organisée par la Chambre des députés du Chili, [Reconstruire mieux: une reprise économique verte et durable](#), a rassemblé des parlementaires, fonctionnaires des parlements et experts thématiques avec l'objectif de discuter de stratégies pour intégrer des considérations clés sur le changement climatique et l'environnement dans les plans de relance économique et contribuer à un changement de paradigme en faveur du développement durable.

 Voir la [vidéo](#) de la session (en espagnol et anglais)

## THÈME

Assurer une voie vers une reprise économique verte post-Covid-19 pour un avenir durable et équitable

## LIEU

Réunion virtuelle

## DATE

10 juillet 2020

## PARTICIPANTS

Plus de 60 parlementaires et fonctionnaires des parlements de 14 pays



Cette activité s'aligne avec les ODD 5, 8, 9, 10, 11, 12, 13 et 16

# Résumé

La réunion virtuelle a été inaugurée par l'hôte de la réunion, le président de la Chambre des députés **Diego Paulsen** (Chili) et par la membre de l'Assemblée nationale **Elizabeth Cabezas** (Équateur), présidente de ParlAmericas. La membre de l'Assemblée nationale **Ana Belén Marín** (Équateur), présidente du Réseau parlementaire sur le changement climatique (RPCC) de ParlAmericas, a modéré la séance.

Le panel d'experts comprenait **Leo Heileman**, directeur du bureau régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes du Programme des Nations-Unies pour l'environnement (PNUE) ; **Raúl Salazar**, chef de la branche régionale pour les Amériques et les Caraïbes du Bureau des Nations-Unies pour la réduction des risques de catastrophe (UNDRR) ; et **Brian O'Callaghan** et **Alex Clark** de la Smith School for Enterprise and the Environment à l'Université d'Oxford. La réunion s'est achevée par les remarques de clôture de la membre de l'Assemblée législative **Paola Vega** (Costa Rica), vice-présidente du Réseau parlementaire sur le changement climatique de ParlAmericas pour l'Amérique centrale.

« En tant que parlementaires, au-delà des mesures d'urgence et émergentes que nous avons déjà prises, nous devons réfléchir à une transition qui transformera cette tragédie en une opportunité de corriger des questions structurelles et des modèles économiques de façon à incorporer des critères relatifs à la durabilité et à la gérance environnementale aux aspirations à la prospérité. »

« Il est essentiel que les gouvernements s'engagent sérieusement dans les Objectifs de développement durable des Nations unies, l'Agenda 2030. C'est une feuille de route pour la prochaine décennie, assurant un développement économique compatible avec le bien-être social et l'équilibre environnemental. Loin d'arrêter la croissance économique, cette transformation représente une opportunité d'avoir un véritable développement incluant l'équité et la création de nouveaux emplois responsables du point de vue de l'environnement en Amérique latine. »

« Actuellement, nous sommes à la croisée des chemins. Sans aucun doute, nos réponses et actions face à la COVID-19 peuvent déterminer si nous allons ou non atteindre les objectifs relatifs au climat et au développement durable. En tant que parlementaires, nous avons la grande responsabilité de légiférer et d'exercer notre rôle de surveillance afin que ces efforts ne soient pas retardés et soient inclus dans les mesures prises face à la pandémie actuelle. »



Membre de l'Assemblée nationale **Elizabeth Cabezas** (Équateur), présidente de ParlAmericas



**Diego Paulsen**, Président de la Chambre des députés du Chili et hôte de la réunion



Membre de l'Assemblée nationale **Ana Belén Marín** (Équateur), présidente du Réseau sur le changement climatique de ParlAmericas

# Une reprise verte et l'importance des Contributions déterminées au niveau national

Dans la première présentation de la réunion, **Leo Heileman**, directeur du bureau régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes du PNUE ([présentation](#)) a donné un aperçu de la valeur humaine d'un environnement sain et riche en biodiversité. Il a commencé par partager la récente publication, [Prévenir de prochaines pandémies : les zoonoses et comment briser la chaîne de transmission](#), qui révèle que 75 % de l'ensemble des nouvelles maladies infectieuses humaines sont d'origine animale et sont imputables aux méthodes d'approvisionnement et de production alimentaire, au commerce et à la consommation d'animaux et à l'altération de l'environnement et du climat.

M. Heileman a remarqué que si la COVID-19 a entraîné un déclin des émissions de gaz à effet de serre, cette réduction n'est pas durable car quand les économies rouvrent, les émissions retrouvent leurs niveaux antérieurs. En faisant référence au [Rapport 2019 sur l'écart entre les besoins et les perspectives en matière de réduction des émissions](#) du PNUE, il a souligné que le monde est sur le point de manquer l'objectif établi par l'Accord de Paris de limiter la hausse des températures à 1,5 °C — ce qui indique que les Contributions déterminées au niveau national (CDN) ne sont pas suffisamment ambitieuses. M. Heileman a insisté sur le fait que les pays doivent travailler ensemble pour accroître les CDN et tirer parti de la pandémie pour s'assurer que les investissements sont orientés vers une meilleure reconstruction. Il a évoqué cinq domaines dans lesquels les gouvernements peuvent intégrer des solutions respectueuses du climat : 1. renforcer la résilience des populations rurales, de la production agricole et des écosystèmes ; 2. créer des villes résilientes ; 3. promouvoir les énergies renouvelables et l'efficacité ; 4. accélérer la transition vers la mobilité électrique et améliorer la santé et la qualité de l'air ; 5. réduire progressivement les subventions aux énergies fossiles.

« La COVID-19 a déjà eu un grave impact sur les pays, du point de vue économique et social, et a fait l'objet d'une réponse très importante des gouvernements. Mais si nous comparons cette crise au changement climatique, nous parlons d'échelles totalement différentes, car le changement climatique affectera le monde entier. Il affectera toutes les économies, toute la nature ; il affectera absolument tout. Nous parlons donc d'une crise de plus grande ampleur. La capacité de répondre aux crises futures post-COVID-19 sera compromise par l'endettement futur et l'effondrement d'un système environnemental de moins en moins durable. Nous avons l'opportunité de relancer l'économie en générant des emplois décents et en prenant en compte les populations les plus vulnérables. »



**Leo Heileman**, directeur du Bureau pour l'Amérique latine et les Caraïbes du PNUE



# Série de notes sur les politiques développées par le PNUE : Articuler les politiques environnementales et sociales pour la reprise après- COVID-19



[Opportunités de répondre à la crise et de mieux reconstruire sans laisser personne pour compte en Amérique latine et dans les Caraïbes. \(en anglais\)](#)

[Comment articuler des réponses intégrées aux crises sanitaires, économiques et climatiques en Amérique latine et dans les Caraïbes. \(en anglais\)](#)



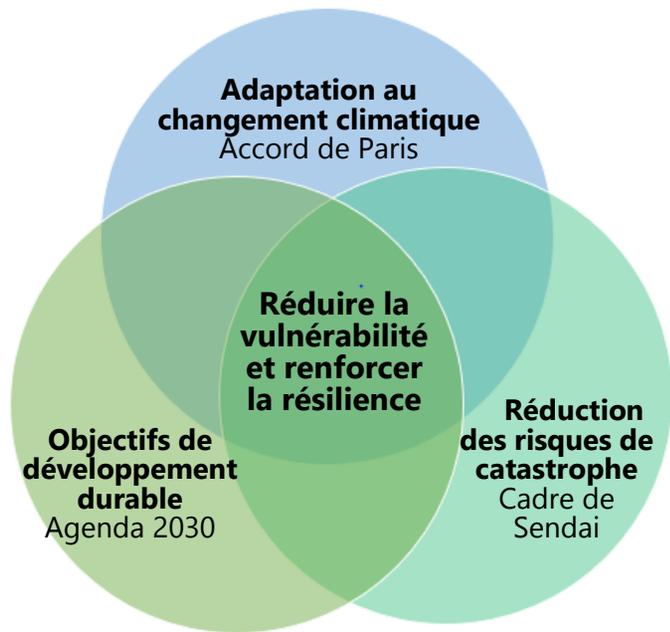
[La gestion des déchets comme service essentiel en Amérique latine et dans les Caraïbes. \(en anglais\)](#)



[L'environnement dans la réponse humanitaire face à la COVID-19 en Amérique latine et dans les Caraïbes. \(en anglais\)](#)



# La gestion des risques de catastrophe pour une meilleure reconstruction durable



« Pour reconstruire une meilleure société plus durable, nous devons encourager et promouvoir le développement de lois qui facilitent des investissements tenant compte des risques et de systèmes de gouvernance des risques qui priorisent la coordination multisectorielle, compte tenu de la réalité de risques de plus en plus complexes et interconnectés. »



**Raúl Salazar**, chef de la branche régionale pour les Amériques de l'UNDRR

**Raúl Salazar**, chef de la branche régionale pour l'Amérique latine et les Caraïbes de l'UNDRR, a consacré sa présentation à l'origine sociale des catastrophes — comment l'activité humaine crée les conditions propices pour que les risques existants se transforment en catastrophes ([présentation](#)). La structure économique et sociale des sociétés, comme les inégalités sous-jacentes, les niveaux de chômage et d'autres vulnérabilités, ainsi que le niveau d'exposition et les interactions entre les risques ont un impact sur ces catastrophes. En raison de la grande complexité et de l'interconnexion, des chocs internes ou externes à un secteur peuvent entraîner une cascade d'impacts sur les autres secteurs et éventuellement sur l'ensemble du système (un phénomène connu sous le nom de « risque systémique »). Il est donc important que les pays se préparent face aux risques naturels, mais aussi anthropiques et biologiques, en comprenant les interrelations entre eux.

M. Salazar a encore souligné cette complexité en remarquant le double impact auquel sont confrontés les pays qui font face à la fois à la COVID-19 et à des risques climatiques tels que les ouragans. Pour ces raisons, il a insisté sur l'importance de mettre en œuvre des réponses de relance holistiques, multisectorielles et coordonnées afin de reconstruire mieux. Il a répété que la crise du COVID-19 offre une opportunité de prioriser la construction de la résilience, de réduire les inégalités et de promouvoir des modèles de développement alternatifs basés sur des emplois verts, une économie circulaire et des industries à faibles émissions de carbone, en soulignant que les investissements verts sont moins coûteux et créent davantage d'emplois.

# Recommandations de politique climatique en vue de la relance budgétaire après la COVID-19

**Brian O’Callaghan**, doctorant en économie de l’Université d’Oxford, a présenté les conclusions d’une [étude](#) récente qui montre que loin de nuire à la croissance économique, les dépenses favorables au climat peuvent contribuer au processus de reprise économique à court terme. Cela suggère que la crise actuelle pourrait constituer un tournant pour le système économique, avec la dissociation de la croissance économique et des combustibles fossiles ([présentation](#)). Il a évoqué un ensemble de politiques de relance qui obtiennent de bons résultats sur les paramètres économiques comme climatiques, notamment des investissements dans : 1. des infrastructures physiques propres ; 2. le renforcement de l’efficacité ; 3. l’éducation et la formation ; 4. le capital naturel ; et 5. la recherche et le développement propres. (Les points 1, 3 et 4 stimulent la création d’emplois à court terme.)

M. O’Callaghan a expliqué comment ces politiques climatiques peuvent entraîner de nombreux co-bénéfices environnementaux, sociaux, sanitaires et politiques, comme parvenir à l’égalité des genres et à une transition juste. Tout en notant que les politiques vertes sont bénéfiques quelle que soit la région du monde concernée, il a attiré l’attention sur des considérations essentielles pour la mise en œuvre de politiques climatiques dans la région de l’Amérique latine en particulier. D’abord, grâce à sa situation géographique, le continent dispose d’un fort potentiel en termes d’énergies renouvelables. Ensuite, en raison de la plus grande vulnérabilité du secteur de l’emploi, des politiques qui promeuvent des emplois verts peu qualifiés à court terme sont bien adaptées à la région. On compte parmi ceux-ci planter des arbres et entretenir des espaces verts pour la restauration des écosystèmes, ou encore des emplois de fabrication de produits qui contribuent à des solutions vertes, dans le secteur de la construction pour des rénovations ou des modernisations vertes, ou dans le soutien au transport public. Enfin, l’espace budgétaire limité des pays de la région implique qu’ils doivent s’assurer que les fonds disponibles sont utilisés de manière délibérée et sérieuse en faveur de politiques vertes et socialement bénéfiques.

En conclusion, il a évoqué ses travaux qui consistent à aider les décideurs politiques à élaborer des paquets de relance propre en fournissant des conseils de haut niveau, en contribuant à des soumissions parlementaires et en fournissant des évaluations nationales.

« Toute la question tient à l’allocation efficace des fonds des contribuables pour optimiser les impacts économiques, sociaux et environnementaux positifs des dépenses. Trop longtemps, les ministres des Finances ont mis l’accent sur des dépenses de relance n’ayant un impact que sur le PIB du trimestre suivant, ou tout au plus de l’année suivante. Nous devons vraiment faire évoluer le débat pour penser ‘l’industrie de la prochaine décennie’. En dernier ressort, à la Smith School, nous cherchons à orienter les efforts vers l’avenir plutôt que de soutenir des industries qui, selon notre définition, se meurent et appartiennent au passé. »



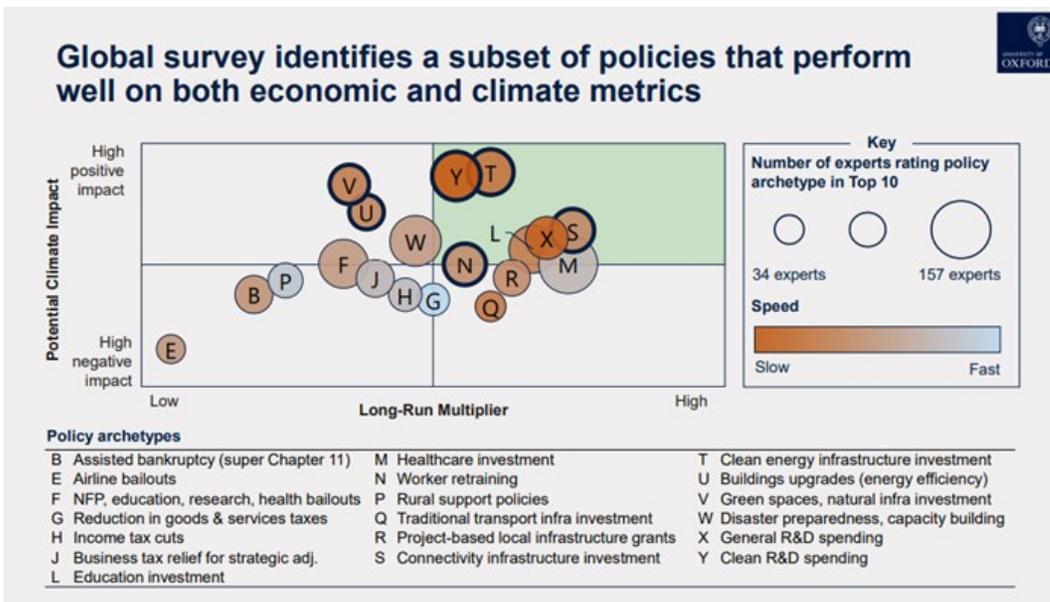
**Brian O’Callaghan**,  
doctorant en économie,  
Université d’Oxford

Dans la dernière présentation de la réunion, **Alex Clark**, doctorant en économie de l'Université d'Oxford, a fait part des principaux éclairages d'une collaboration avec l'Institut international pour le droit et l'environnement afin de produire un [guide](#) à l'attention du gouvernement espagnol, comprenant des recommandations sur la reconstruction verte. Le guide a été partagé avec le Comité pour la reconstruction sociale et économique du Congrès des députés d'Espagne. Il a également fait remarquer la valeur des politiques qui promeuvent la numérisation, notamment dans les zones rurales, ainsi que le travail à distance et la mobilité électrique (par ex. l'utilisation de modes de transport électriques). Enfin, M. Clark a brièvement présenté « Paga Mientras Ahorras » (Payez en économisant en français). Ce programme pilote permet aux participantes et aux participants de rembourser des véhicules électriques (tels que des bus municipaux électriques) en tirant parti des économies effectuées grâce à l'utilisation du transport électrique par rapport au transport fonctionnant aux combustibles fossiles. Cela les aide ainsi à surmonter l'obstacle des coûts d'investissement initiaux élevés.

« En ce qui concerne la gouvernance, il est très important de connecter les trois niveaux d'administration : gouvernement national, [états ou provinces], et municipalités. Bien souvent, même si des politiques et des directives vertes existent, et des fonds verts sont disponibles pour leur mise en œuvre, les capacités à offrir des incitations locales pour exécuter les crédits font défaut. Pour la même raison, il est important d'inclure syndicats, entreprises, représentants de la société civile dans les processus de mise en œuvre. Il est par ailleurs recommandé de mettre en place un organisme scientifique indépendant pour produire des rapports sur la décarbonisation. »



**Alex Clark**, doctorant en économie, Université d'Oxford



Graphique tiré de : Résultats de l'enquête sur les politiques de relance budgétaire dans l'UE et au Royaume-Uni, adaptés de l'étude : [Les plans de relance budgétaire suivant la COVID-19 vont-ils accélérer ou retarder les progrès sur le changement climatique ? \(en anglais\)](#).

Si vous souhaitez mener un débat pour faire avancer des politiques de relance vertes, ou intégrer les résultats de cette étude des spécialistes de l'Université d'Oxford aux travaux d'un comité parlementaire pertinent, n'hésitez pas à nous contacter à l'adresse [parlAmericascc@parlAmericas.org](mailto:parlAmericascc@parlAmericas.org).

## Période de discussion et conclusions

La période de discussion a permis des échanges d'expérience vivants entre les parlementaires et les fonctionnaires des parlements, en offrant un espace de réflexion sur les questions posées aux membres du panel. Parmi les expériences partagées, les participants ont pu prendre connaissance des mesures climatiques adoptées au Mexique, au Canada et au Nicaragua. La discussion a également attiré l'attention sur d'autres défis, comme la gestion de l'augmentation des déchets générés par la pandémie. Le dialogue a également rappelé l'importance de l'[Accord d'Ezcazú](#) pour favoriser la participation du public et l'accès à l'information sur les questions relatives à l'environnement dans la région. La réunion s'est terminée par les réflexions de clôture de la membre de l'Assemblée législative **Paola Vega** (Costa Rica), vice-présidente du Réseau sur le changement climatique de ParlAmericas pour l'Amérique centrale, qui a appelé les participant(e)s à appliquer ce qu'elles/ils avaient appris afin d'atteindre ensemble une relance verte.

« N'oublions pas que la pandémie a mis en évidence que la nature n'a pas besoin de nous, mais que nous avons besoin d'elle pour survivre. Des milliards de dollars ne suffiront pas pour couvrir les dommages pour la santé et l'environnement découlant du changement climatique causé par l'activité humaine. Il est urgent que chacun des gouvernements d'Amérique s'engage à accélérer le rythme pour atteindre les objectifs de réduction des émissions... En tant que parlementaires, nous devons transformer les vieilles habitudes pour les adapter à la nouvelle réalité et légiférer en faveur d'actions qui protègent nos écosystèmes et notre santé. Nous sommes tenus de promouvoir l'utilisation des énergies renouvelables, la mobilité durable et l'agriculture durable pour atteindre les objectifs requis. »



Sénateur **Raúl Bolaños-Cacho Cué** (Mexico), président du Comité de l'environnement, des ressources naturelles et du changement climatique



Députée **Julie Dzerowicz** (Canada), vice-présidente de la section canadienne de ParlAmericas

« Il y a une énorme incertitude sur notre avenir, ainsi qu'une inaction sur le front climatique de quelques-uns des principaux leaders internationaux. Il s'agit d'un véritable défi pour nous tous de définir une voie pour avancer ensemble, collectivement, sans que certains grands leaders du monde ne nous accompagnent, alors que nous nous efforçons de continuer à nous développer durablement et d'avancer vers une économie à faibles émissions de carbone. »

« Nous sommes tenus de faire les deux choses à la fois. Nous devons maintenir sous contrôle la COVID-19 parce qu'il pourrait y avoir des deuxièmes vagues, tout en planifiant l'avenir. Nous devons établir des politiques et jeter des bases en faveur non seulement d'une économie à faibles émissions de carbone, mais en général d'une relance économique plus propre, plus juste, inclusive, plus intelligente et résiliente. Cette relance créera de nouveaux emplois, assurera une transition juste, [inclura des formations à des emplois verts] pour les travailleurs, tout en atténuant les impacts de la crise climatique que nous subissons. La COVID-19 n'a pas détruit le système ; la COVID a révélé les défauts du système. Il est évident qu'une croissance infinie n'est ni réelle ni réaliste ; la nouvelle économie doit tenir compte des lois naturelles et biologiques. »



Sénatrice **Rosa Galvez** (Canada), vice-présidente du Réseau parlementaire sur le changement climatique de ParlAmericas pour l'Amérique du Nord

Membre de l'Assemblée législative **Paola Vega** (Costa Rica), vice-présidente du Réseau parlementaire sur le changement climatique de ParlAmericas pour l'Amérique centrale



« C'est le moment propice pour aborder à la fois la relance économique et la lutte contre les changements climatiques globaux que nous subissons déjà avant la pandémie, afin de déployer des efforts de relance qui peuvent et doivent être durables. Il n'y aura pas d'autre opportunité et si nous la laissons passer une deuxième fois, nous allons le payer cher. Bien sûr, nous devons intégrer cette relance économique avec le développement d'emplois verts, en attirant l'attention sur les catastrophes climatiques et leurs impacts, qui seront majeurs à ceux de cette pandémie. Nous ne pouvons pas laisser cette question en suspens. Nous avons l'opportunité de réévaluer les Contributions déterminées au niveau national, de les renforcer et d'être plus ambitieux, d'intégrer tous les secteurs qui ne l'ont pas encore été, et d'appliquer des politiques bien plus agressives à l'égard de ce changement. »

« Un autre principe important pour nous est l'égalité des genres, qui garantit que les femmes et les hommes peuvent participer depuis les niveaux locaux, municipaux jusqu'au niveau national aux plans et stratégies qui visent l'atténuation et l'adaptation au changement climatique. »



Membre de l'Assemblée nationale **Arling Alonso** (Nicaragua), présidente du Comité de l'environnement et des ressources naturelles

## Considérations clés

1. La fréquence des zoonoses (maladies d'origine animale) augmente en raison des activités humaines non durables, notamment l'intensification agricole, le changement d'affectation des terres, l'usage non durable des ressources naturelles, le changement climatique, entre autres facteurs (pour une liste complète, consulter le [rapport du PNUÉ](#) ).
2. La santé environnementale est inextricablement liée à la santé humaine ; les politiques doivent œuvrer pour la nature afin d'assurer la bonne qualité de l'air et de l'eau, la sécurité alimentaire et la prévention des flambées épidémiques.
3. L'inaction face au changement climatique entraînera des impacts économiques, sociaux et environnementaux à l'échelle globale bien plus graves que ceux causés par la COVID-19. Il est impératif que les pays tirent parti de cette opportunité pour intégrer les considérations climatiques et environnementales aux plans de relance économique et alignent ceux-ci avec [l'Accord de Paris](#), [le Cadre de Sendai](#) et [l'Agenda 2030 pour le développement durable](#).
4. Pour reconstruire mieux, les pays doivent s'assurer d'élaborer des plans de gestion des risques qui envisagent les risques naturels, mais aussi biologiques et anthropiques.
5. En raison de la complexité des crises et des risques de catastrophe, il est nécessaire de s'assurer que la législation et les politiques qui s'attaquent à ces risques sont coordonnées et impliquent une gamme variée de parties prenantes.
6. Une relance verte implique de penser à l'avenir à court et moyen terme ; d'investir et de soutenir des industries et des projets favorables au climat, ainsi que des politiques/législations qui s'efforcent de dissocier croissance économique et hausse des émissions de gaz à effet de serre ; et de favoriser les synergies entre le renforcement de l'économie et la fourniture de bénéfices sociaux afin de combler le fossé des inégalités.
7. Pour parvenir effectivement à une relance verte, les parlements doivent travailler avec les autres pouvoirs et niveaux de gouvernement et avec le secteur privé. Ils doivent également s'appuyer sur leur fonction de représentation pour assurer que les besoins de leur base électorale sont satisfaits, et que les femmes, les peuples autochtones, les personnes d'ascendance africaine, les individus en situation de pauvreté, les jeunes, les handicapés et d'autres groupes marginalisés sont inclus dans les processus de prise de décision.

## Parlements représentés



Argentine



Colombie



Mexique



Pérou



Bolivie



Costa Rica



Nicaragua



Venezuela



Canada



Equateur



Panama



Chili



El Salvador



Paraguay

# Canada



Cette réunion a été possible en partie grâce au généreux soutien de la Chambre des députées et députés du Chili et du Gouvernement canadien par l'entremise d'Affaires mondiales Canada.

### ParlAmericas Podcasts

Retrouvez ParlAmericas sur [iTunes](#) et [Google Play](#) pour écouter les sessions de nos rencontres.



# PARLAMERICAS



ParlAmericas est l'institution qui promeut la **DIPLOMATIE PARLEMENTAIRE** dans le **SYSTÈME INTERAMÉRICAIN**



ParlAmericas est composé de **35 ASEMBLÉES LÉGISLATIVE** de l'Amérique du Nord, centrale et du Sud, et des Caraïbes



ParlAmericas facilite l'échange des **MEILLEURES PRATIQUES** parlementaires et promeut le **DIALOGUE POLITIQUE COOPÉRATIF**



ParlAmericas intègre l'**ÉGALITÉ DES GENRES** en préconisant l'autonomisation politique des femmes et l'application d'une perspective d'analyse du genre dans le travail législatif



ParlAmericas promeut les **PARLEMENTS OUVERTS** en renforçant les principes de transparence, de responsabilisation, de participation citoyenne, et d'éthique et probité



ParlAmericas encourage les politiques et mesures législatives pour atténuer et s'adapter aux effets du **CHANGEMENT CLIMATIQUE**



ParlAmericas travaille pour renforcer la démocratie et gouvernance en accompagnant les **PROCESSUS ÉLECTORAUX**



ParlAmericas est basé à **OTTAWA, CANADA**

Secrétariat International de ParlAmericas

703-155 rue Queen, Ottawa, Ontario, K1P 6L1 Canada

Téléphone : +1 (613) 947-8999

[www.parlAmericas.org](http://www.parlAmericas.org) | [info@parlAmericas.org](mailto:info@parlAmericas.org)

